

Département des Ardennes

La ligue des droits de l'Homme - le PCF – le PS –
la CGT – la FSU – la Libre pensée – le PG

Face à la xénophobie et à la politique vichyssoise du Président de la République:

**Nous appelons à la Résistance et à la défense
des valeurs de liberté, d'égalité,
de fraternité et de laïcité.**

Dans les Ardennes, des organisations républicaines et démocratiques ont décidé de réagir contre la xénophobie et la politique du pilori et de reprendre l'appel national signé par une cinquantaine de formations.

**Nous organisons un rassemblement citoyen à
l'occasion du 140^e anniversaire de la République :**

Vendredi 3 septembre à 18h

Place de l'Hôtel de ville

de Mézières

(devant la stèle des droits de l'Homme)

Extraits de l'appel national :

« Une avalanche de discours et d'annonces provocatrices s'est abattue depuis plusieurs jours sur notre pays. Jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, on entend des propos qui étaient jusqu'à présent l'apanage de l'extrême droite.

Le président de la République, lui-même, montre du doigt des communautés et des groupes sociaux entiers, stigmatise les Roms, les Gens du voyage, les étrangers, les Français qui ne sont pas « de souche », les parents d'enfants délinquants, etc. Ce faisant, il ne lutte en rien contre la délinquance, qui est répréhensible pour tout individu sans distinction de nationalité ou d'origine : il met délibérément en cause les principes qui fondent l'égalité républicaine, alors que déjà une crise sociale et économique d'une extrême gravité menace la cohésion de la société tout entière.....

....Il ne s'agit plus du débat légitime en démocratie sur la manière d'assurer la sûreté républicaine, mais bien d'une volonté de désigner comme a priori dangereuses des millions de personnes à raison de leur origine ou de leur situation sociale. Quelle que soit la légitimité que confère l'élection, aucun responsable politique n'a reçu mandat de violer les principes les plus élémentaires sur lesquels la République s'est construite.

Parce que le seuil ainsi franchi nous inquiète pour l'avenir de tous, nous, organisations associatives, syndicales et politiques diverses mais qui avons en commun l'attachement aux principes fondamentaux de la République laïque, démocratique et sociale, rappelons avec force que l'article 1^{er} de la Constitution « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion », et que toutes propositions qui méconnaîtraient cette règle fondatrice de la démocratie constituent une atteinte à la paix civile.»